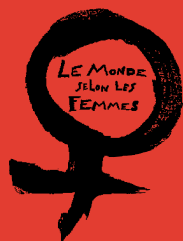


Palabr^a_eS



N°01 • 1997



« Cultiver l'galit aux champs »

Palabr^a_eS



N°01 • 1997

Sommaire

- Éditorial
- Les femmes dans le Mouvement des Sans terre au Brésil
- Protection naturelle des cultures au Sénégal
- La CONAMUCA : les femmes paysannes de la République dominicaine
- Présentation de UPAF et ASTER

Éditrice responsable : Hélène Ryckmans
Groupe de travail du projet Raconter et Écrire :
Carmelina Carracillo, Gladys Cifuentes,
Poupette Choque, Namur Corral,
Marcela De la Peña, Isabelle Jacquet

Maquette : Clarice

Illustration de couverture : Claire Hilgers

Illustrations intérieures : Clarice

Photos :

p. 2, 4, 6, 9 : Paul Van Wouwe ©

p. 12 : Hélène Ryckmans

p. 20 : Marcela De la Peña

Traductions pour ce numéro :

Poupette Choque, Namur Corral,

Marcela De la Peña, Claude Detienne,

Isabelle Van Cleemput, Nathalie Degroote

Imprimerie : Rencontres

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis
la réalisation de ce numéro !

ÉDITORIAL

Cultiver l'égalité aux champs

☛ Le projet Raconter et Écrire du Monde selon les femmes prend son envol. Des réactions nous parviennent de partout, pour nous dire votre intérêt à cette démarche qui renforce les groupes de femmes et parfois pour prendre enfin la parole !

Le développement rural, l'agriculture durable. Voilà un enjeu auquel les femmes sont confrontées au quotidien et un domaine dans lequel elles jouent un rôle majeur. Les luttes des femmes pour garantir la sécurité alimentaire par leur production passent aussi par la reconnaissance de leurs capacités de gestion durable de l'environnement au quotidien et l'établissement, pour elles, de droits égaux à ceux des hommes.

☛ Le Mouvement des Sans terre au **Brésil** mène la lutte pour le droit de propriété et de mise en valeur de terres improductives. Une fois la propriété conquise ensemble, hommes et femmes se doivent de poursuivre le partage des tâches et de prolonger les nouveaux équilibres intervenus dans la communauté. Ce combat pour l'accès à la terre est donc aussi l'occasion de repenser les rapports entre hommes et femmes.

☛ Au **Sénégal**, les politiques d'ajustements structurels et la dévaluation du franc CFA ont mis en lumière le caractère non viable de politiques agricoles et leurs conséquences désastreuses pour les petits paysans, en particulier les femmes. Des maraîchères appuyées par l'équipe Pronat (Protection Naturelle des Cultures) de Enda Tiers monde mettent en oeuvre des alternatives pour produire de manière saine et moins

coûteuse les aliments qui nourrissent les familles dakaroises.

☛ L'expérience de la Conamuca, en **République Dominicaine**, nous montre comment les femmes se sont organisées pour constituer un syndicat de femmes paysannes. La Conamuca établit un lien étroit entre les conditions de vie des femmes en tant que paysannes, et en tant qu'épouses. Par des enquêtes participatives, les femmes dominicaines ont établi un état des lieux sur la situation de leur environnement. A partir de leurs constats, elles s'organisent et revendiquent leurs droits. L'objectif est de développer de nouvelles relations entre hommes et femmes, et entre femmes et nature.

☛ En **Europe**, vivre en milieu rural n'est plus synonyme d'avoir une activité agricole. Des associations tentent aussi de faire reconnaître le travail invisible et souvent méconnu des femmes agricultrices et de revaloriser leur statut. Des groupes de femmes enfin veulent s'opposer au modèle productiviste développé par les agriculteurs et faire « revivre le pays » par des alternatives communautaires. Le présent numéro de Palabras/Palabres vous encourage à nouer les contacts de manière directe.

Les femmes sont les premières concernées par la dégradation de l'environnement : elles ont développé des alternatives pour garantir un développement durable des écosystèmes dans lesquels elles vivent « au quotidien ». Ce faisant, elles entament, à leur niveau, une réflexion sur les rapports Nord-Sud. Elles opposent à un développement rural extraverti et guidé par la rentabilité à court terme, une vision autocentrée et plus respectueuse de l'environnement à long terme.

Le Monde selon les femmes



LE MOUVEMENT DES SANS TERRE a pour but de coordonner l'occupation des terres improductives, les revendications d'une juste « forme agraire, la formation des paysans et les projets socio-économiques

Contacts dans l'État de Rio Grande do Sul, au Brésil

Melania Krewe,

responsable d'un secteur dans le Mouvement des Sans terre

Nina Ivanete Tonin,

dirigeante du Mouvement dans cet État de Rio Grande do Sul

Siège national

Rua Ministro Godoy, 1484

Perdizes 05015 – Sao Paulo SP – Brésil

Tél. 55. 11. 864 8977 / **Fax** 55. 11. 871 4612

E mail semterra@sanet.com.br

Home page sanet.com.br/-semterra/index.html



MOUVEMENT DES SANS TERRE (Brésil)

Les femmes dans le Mouvement des Sans terre au Brésil

Le Mouvement des Sans terre est né en 1985 au Brésil. Il s'est fixé comme objectif de rassembler et d'organiser dans un combat national toutes les initiatives menées par les paysans sans terre au Brésil. Ce pays compte en effet douze millions de paysans sans terre, alors qu'une quantité énorme de terres, détenues par les grands propriétaires terriens, n'est pas mise en valeur. Le MST a pour but de coordonner l'occupation des terres improductives, les revendications d'une juste réforme agraire, la formation des paysans et les projets socio-économiques.

Les occupations de terres en jachère est le seul moyen de faire avancer le processus de la réforme agraire, et notre mouvement a réussi à sensibiliser certains dirigeants politiques brésiliens. En 1988, la constitution a limité les grandes propriétés foncières, et en 1993, le Congrès approuva une loi sur la réforme foncière qui apportait une base juridique à notre action.

Le Mouvement des Sans terre organise des campements sur des terres inexploitées. Ces campements s'organisent progressivement en installation (*assentamento*), puis en coopératives.

■ L'*acampamento* représente la phase de l'occupation illégale de la terre, sous tente. – L'*assentamento* concerne les terres expropriées par l'État et données pour utilisation à un ensemble de familles. – La coopérative est une organisation de production collective sur ces terres.

La place des femmes dans le Mouvement des Sans terre



Dans la société brésilienne, être une fille est un facteur d'inégalité, nous avons moins de droit à l'éducation par exemple. La vision de la femme est extrêmement réductrice : en milieu rural, les décisions sont prises par les hommes. On considère que les femmes doivent s'occuper des affaires domestiques (s'occuper de la maison, aller travailler aux champs, coudre, avoir des enfants...).



La participation au Mouvement des Sans terre a été l'occasion d'une volte-face complète. Dans le mouvement, nous avons le droit de nous faire entendre même si c'est parfois difficile car il y a des choses compliquées à vivre. Quand l'une de nous prend la parole en public, accorde une interview à la presse, certains pensent que ce n'est pas aux femmes de faire cela : il y a un cliché : « paysanne ou guerrière ». Quand il y a une confrontation avec la police, la femme doit parfois renoncer à y aller pour s'occuper de son enfant malade.

Et pourtant, nous voyons que nous les femmes nous nous intégrons très vite dans le mouvement, notre motivation est très forte, nous sommes directement actives et parfois plus que les hommes.



Parmi les familles sans terre, il y a une représentation équilibrée entre hommes et femmes. Mais dans les instances dirigeantes, nous sommes moins représentées. Par exemple, dans l'Etat de Rio Grande do sul, sur treize dirigeants, il y a quatre femmes. Une femme qui est dans la direction du Mouvement n'y restera que si elle bénéficie du soutien des autres hommes. Car on ne conçoit pas que les femmes jouent un tel rôle ; il y a des contraintes à notre participation (à cause des enfants, à cause de la culture). Même certaines femmes, plus traditionnelles, pensent que les femmes ne doivent pas se charger des contacts extérieurs du Mouvement.

D'un point de vue théorique, dans le Mouvement, c'est clair : les femmes veulent participer, elles veulent agir avec les hommes.

D'un point de vue pratique, le travail avec les femmes est différent du travail avec les hommes. Les femmes ne sont pas associées à la lutte si le Mouvement se limite à des raisonnements politiques. Le Mouvement les motive à partir du travail dans la maison. Ainsi, le Mouvement construit des écoles, des crèches, des cantines, des lavoirs... pour permettre aux femmes d'avoir accès à la production agricole et bénéficier par là d'un revenu. Avec le pouvoir économique, nous pensons que nous pouvons obtenir un pouvoir politique.

Le Mouvement des Sans terre compte relativement peu de femmes seules ; celles-ci cherchent toujours à s'organiser de manière collective, à se regrouper. Le MST lutte pour que les terres récupérées soient immatriculées au nom du couple, du mari et de la femme, alors que traditionnellement c'est l'homme qui a la propriété des terres même si la loi reconnaît ce droit aux Brésiliennes. Dans les exploitations individuelles c'est l'homme qui fournit le plus de travail sur la terre, mais dans les coopératives, la participation de l'homme et de la femme sont équilibrées.

Le modèle technologique de l'agriculture brésilienne



Le modèle technologique de l'agriculture a comme seul but le profit ; c'est un modèle copié des pays riches capitalistes, qui ne correspond pas à la réalité brésilienne. Il suit la logique de la consommation d'intrants (poisons, pesticides, engrais chimiques) fournis par les compagnies multinationales qui compromettent la potentialité de la production, et en augmentent le coût. Ceci provoque d'énormes dommages sociaux et à l'environnement : la contamination des eaux, les déboisements et la dégradation du sol.



Ce modèle n'est pas adapté à la réalité de la petite propriété. Le prix de vente très bas des produits au Brésil ne couvre pas leurs coûts de production. Mais c'est « le » modèle diffusé par les moyens de communication, le modèle qui se trouve dans nos têtes.

Les alternatives du Mouvement des Sans terre



Le MST a une autre proposition basée sur la conquête de la terre. Il y a déjà des expériences : dans les *assentamentos* dans les coopératives, on travaille la question agro-écologique.

On utilise les ressources naturelles comme le fumier, d'autres produits qui ne contiennent pas de pesticides. Mais c'est très difficile. Par exemple, nous produisons des pêches

mais le verger était déjà habitué à ce système quand nous avons occupé, conquis cette terre. Nous travaillons aussi dans un potager, sans aucun poison. Nous arrivons à produire des légumes.

Il y a donc déjà diverses expériences, également dans d'autres *assentamentos*. La proposition du Mouvement est en fait de changer ce modèle. Mais nous savons que pour changer ce modèle de façon générale il faut changer d'autres choses. Parce qu'il y a un processus qui fait que ce modèle est enraciné. Nous savons aussi qu'il y a certains pays comme l'Allemagne qui n'utilisent plus certains pesticides qui sont alors exportés au Brésil qui les utilise.

La vie quotidienne de la femme dans l'assentamento...



Parmi les personnes qui vivent dans le campment, ce sont sans aucun doute les femmes qui souffrent le plus des conditions de vie très mauvaises (manque de terre, de santé, d'éducation). Elles souffrent beaucoup plus parce que elles ont reçu cette tâche de la maison, de la cuisine, de l'éducation, de la santé. Et en plus de cela, elles ont une double journée de travail et le travail domestique n'est pas valorisé, il est considéré comme une aide ; la femme subit la discrimination de l'infériorité imposée souvent par le « machisme » présent dans toute la société brésilienne rurale, qui oblige les hommes à exercer la domination sur les femmes.



Parmi les personnes qui vivent dans le campment, ce sont sans aucun doute les femmes qui souffrent le plus des conditions de vie très mauvaises

☛ Dans le campement, la femme commence à voir la réalité d'une autre manière, à voir le monde différemment. Avec sa famille elle commence à nourrir le rêve de la conquête de la terre. Car seule l'organisation garantit ce droit. Elle commence à se valoriser, elle sent qu'elle est capable, qu'elle a une valeur, qu'elle est sujet, elle commence à se sentir responsable de lutter pour ses droits (terre, santé, éducation) ; elle commence à créer une certaine conscience, à croire en elle-même; elle commence à occuper divers espaces à l'intérieur de *l'assentamento* dans des fonctions de bases : l'éducation, la santé, suivant le rythme qu'elle connaissait avant de rejoindre le mouvement. Mais certaines femmes commencent aussi à assumer certaines directions du campement, elles commencent à aider à diriger.

☛ La vie dans le campement est très difficile ; les conditions de vie sont très mauvaises : on vit dans des tentes de toile noire, on manque de soins de santé, d'éducation, de nourriture. Les conditions sont très mauvaises, sans parler de l'affrontement direct quotidien, parce qu'on vit dans la lutte ; on a comme ennemi le gouvernement, les grands propriétaires, la police. On vit dans un processus de luttes, de mobilisation, d'occupations; on sort la nuit avec les enfants, avec un sac-à-dos pour occuper une terre, faire des marches. Ces conditions sont éprouvantes quand on reste quatre ou cinq ans dans ce rythme, avant de conquérir une terre.

☛ Dans tout ce processus il y a un rêve : celui de conquérir cette terre à laquelle on n'a jamais eu droit, qui a toujours été refusée. On peut créer un campement avec mille, mille cinq cents familles. Ces familles forment leur propre organisation : elles viennent de différents endroits de l'État et forment une grande famille. Toutes les familles ont un objectif unique. À partir de cet objectif commencent à s'établir dans le campement de nouvelles relations de camaraderie et de solidarité, d'aide mutuelle pour vaincre les difficultés. On commence à créer de nouvelles relations, de nouvelles façons de vivre.

☛ Là intervient la question du changement. Par exemple la femme continue à exercer sa fonction domestique, elle ne l'abandonne pas mais elle doit réussir à concilier la lutte (réunions, occupations, marches) et sa fonction domestique. On commence donc à créer des travaux collectifs, déjà dans le campement (par exemple des cuisines collectives : dix ou douze familles se réunissent et font la cuisine, des hommes cuisinent aussi).

☛ Dans le campement donc, la femme réussit à faire ce pas, à comprendre pourquoi elle est sans terre, pourquoi elle subit peut-être cette discrimination en tant que femme, cela lui ouvre un certain horizon. Elle commence à comprendre pourquoi la société fonctionne comme ceci ou comme cela. La femme trouve là un espace de formation, avec les hommes, avec les autres.

... dans l'assentamento...



À l'étape suivante, celle de l'installation dans l'*assentamento* apparaît un petit problème : la femme a parfois tendance à redevenir maîtresse de maison, à revenir au service de la maison parce qu'elle vivait ainsi avant de venir au campement et dans le campement elle n'avait pas de maison, pas d'animaux, rien pour s'impliquer, son travail était de participer à l'organisation. Avec l'*assentamento* elle a obtenu une maison, des animaux, la possibilité de faire un jardin, et parfois elle reprend des occupations de femme, beaucoup de femmes ont tendance à revenir à l'intérieur de la maison. Cela dépend du niveau de conscience qu'elle a acquis dans la phase du campement. Les personnes avec lesquelles le Mouvement des Sans terre travaille sont des personnes en dehors du processus de production, en dehors de la société; elles ne font plus partie de la société capitaliste dans laquelle nous vivons.



Dans le campement, il y a deux réalités de travail : soit la famille travaille individuellement son lopin, soit la famille travaille en coopérative. Ce sont deux réalités différentes de l'*assentamento*

☛ Dans la famille individuelle, la femme a une double journée de travail dans les champs et à la maison ; celle qui est en coopérative doit aussi travailler mais certaines familles réussissent à répartir les tâches de la maison et des champs et à travailler de façon collective à la maison et aux champs. Le couple s'aide, pas dans tous les cas, mais certaines familles réussissent à prendre une telle habitude durant l'étape du campement. C'est un processus de changement que l'on arrive à percevoir. Par exemple certains hommes qui n'avaient jamais lavé de langes avant de rejoindre l'organisation aujourd'hui le font ou préparent les repas. Ce n'est pas général, il y a encore des hommes qui n'acceptent pas de laver les langes.

☛ Dans les *assentamentos* de familles individuelles, il y a une organisation : certaines familles réussissent à diviser les tâches de la maison et des champs ; elles s'organisent par groupes de projets ou par groupes de voisins. Elles organisent des réunions, des discussions auxquelles la femme participe aussi : en plus de son travail, elle participe à ces réunions, à cette organisation. C'est une organisation minimale mais c'est une organisation du Mouvement. Elles participent aux luttes du Mouvement des Sans terre, les hommes aussi. Il y a une coopération entre les familles installées en plus de la coopération à l'intérieur de la famille. Il y a une organisation de l'*assentamento*

... et dans la coopérative



Dans la coopérative, le travail est fait en commun et selon les besoins de travail : le labour, le verger, le potager. Les femmes sont incluses dans ces secteurs qui sont des secteurs mixtes selon leur spécialité et leur option. « Si je ne suis pas capable de travailler dans la comptabilité, je ne vais pas entrer dans la comptabilité; mais si j'ai la spécialité d'élever des cochons, je peux donc avoir l'option d'aller dans ce secteur ».

Dans ce sens, la coopérative offre de meilleures conditions pour le travail, parce qu'elle a une organisation plus vaste, les familles habitent toutes proches les unes des autres, dans des villages ruraux (*agrovilas*), sur des lopins de 20 à 40 m². Il y a plus facilement une organisation plus grande. La coopérative offre de meilleures conditions ; par exemple elle crée des crèches où les mères peuvent laisser leurs enfants pour aller au travail ou aux réunions, ou à un travail dehors. Il y a des lavoirs collectifs pour laver le linge.

Ces conditions réunies par la coopérative aident la femme à avoir moins de travail à la maison. Par exemple, si mon secteur est le labour, je ne dois pas traire, m'occuper des cochons, préparer les repas, etc., car il y a d'autres personnes qui s'en chargent. Les femmes sont donc associées à la coopérative, elles sont partie intégrante de la coopérative. Elles ne font pas que travailler, elles sont partie intégrante, parce que dans la coopérative on change la logique. Pour le système capitaliste, ce qui a de la valeur c'est le capital, l'argent, et le capital est au-dessus de la personne. Nous, dans les coopératives, nous essayons de renverser cette situation : en premier lieu la personne, et puis l'argent.



Le fait que l'homme a la terre, qu'il est le propriétaire de la terre ne signifie pas qu'il est le propriétaire de la coopérative. Il loue la terre à la coopérative et la coopérative appartient à l'ensemble des associés. Les

individus sont propriétaires chacun d'un lopin de terre, mais l'usufruit de la terre revient à la coopérative. Le gouvernement achète une terre et la passe au Mouvement pour faire

la réforme agraire. Pour nous cette terre est une conquête, une conquête de tous (hommes, femmes, jeunes, enfants), collectivement. Le processus de la coopérative essaye de changer la logique du système capitaliste. Tu as des droits mais tu as aussi des devoirs à l'intérieur de la coopérative.

La coopérative a son organisation du travail et son organisation politique. De même que les familles individuelles ont leur organisation par groupes de projets, par groupes de voisins, la coopérative aussi a son organisation : secteurs, coordination de la coopérative, direction, assemblées où se prennent les décisions. Les femmes aussi participent à ce processus plus politique, parce que la coopérative est liée au Mouvement des Sans terre.

Comment s'organisent les femmes dans le MST ?



Elles participent aux groupes de discussion de l'*assentamento* et des coopératives. Il y a un collectif de femmes au niveau national et des États. Dans les campements et dans les *assentamentos* il y a des groupes de femmes qui discutent la problématique spécifique de la femme. Au niveau du Mouvement, la nécessité est évidente de la participation et de l'organisation des femmes dans la lutte pour la terre et pour la réforme agraire. Mais il faut encore progresser dans certains secteurs.

Par exemple, les conditions que certains hommes imposent aux femmes ne créent pas les conditions de leur participation. Parfois la théorie est admise mais il manque la pratique de la compréhension. De même il y a certaines femmes qui pensent qu'il n'est pas nécessaire que les femmes participent, des hommes pensent aussi de cette façon. C'est un processus que nous devons construire collectivement.



Le Mouvement des Sans terre est un mouvement de masse qui intègre toutes les personnes, sans distinction de sexe ou d'âge ; sa base est constituée par tous les travailleurs ruraux sans terre. Nous les femmes, nous voulons participer au mouvement en tant que travailleurs pour lui donner une dimension de masse. Car ce mouvement nous permet de conquérir un espace de discussion et d'organisation. Nous devons réaliser la lutte, construire l'Histoire des travailleurs - hommes et femmes - la classe ouvrière doit être libérée du système capitaliste. Nous voulons être les sujets de notre Histoire, lutter pour que nos enfants aient une vie plus digne.

Stratégies pour le futur



Le Mouvement a ses stratégies pour le futur ; nous les femmes nous n'avons pas un mouvement séparé, notre mouvement est le MST. C'est le MST qui nous donne l'espace pour discuter la question de la lutte pour la terre, de la lutte pour la réforme agraire, la question de l'hygiène, la question de la santé, la question de l'éducation, c'est l'espace que nous avons.

Pour le futur, nous voulons conquérir la réforme agraire pour que tous les travailleurs puissent avoir une vie digne. Aujourd'hui le Brésil est pensé pour quinze pour cent de la population. Et les quatre vingt cinq autres pour cent ? Que vont-ils faire ? Par ce processus nous voulons avoir accès à la production, faire disparaître la faim vécue par trente deux millions de Brésiliens, faire disparaître aussi la discrimination et l'inégalité entre les personnes, établir de nouvelles relations de production mais aussi de nouvelles relations entre les personnes : relations de camaraderie, de solidarité et d'égalité.

Notre rêve est de créer un homme nouveau et une femme nouvelle, avec d'autres manières de penser. L'objectif final est de faire en sorte que tous les travailleurs aient une vie digne, ne pensent pas seulement à eux-mêmes. Cette réforme agraire que nous voulons implanter est une réforme au bénéfice de tous, pas seulement des Sans terre, mais de tous les travailleurs, de la campagne et aussi de la ville. Elle va garantir une alimentation moins chère, va générer de l'emploi à la campagne et à la ville. C'est le rêve que nous avons.



Dans ce combat, les femmes amènent quelque chose. Nous les femmes, nous sommes différentes des hommes, mais politiquement nous sommes égales. Nous avons notre manière d'agir, qui parfois est une manière différente, parce que nous sommes plus sensibles, nous arrivons à voir la lutte de manière plus large, plus sensible, avec plus de camaraderie. Parce que nous, les femmes, nous avons un rôle fondamental dans la lutte pour la terre, pour la réforme agraire, pour la société : nous avons ce pouvoir biologique de générer la vie, et cette vie n'est plus respectée par le système capitaliste. C'est là notre fonction de sortir de la maison, de participer à la société, de construire une société différente, pour que cette vie que nous générons soit respectée dans les faits. C'est là notre fonction, c'est ce côté que nous voyons d'une manière plus tendre peut-être que les hommes, sans vouloir les rabaisser, mais nous avons ce côté plus sensible, plus beau.



PRONAT travaille avec des paysans sur l'agriculture durable.
Ce programme a démarré sur le constat que l'utilisation des
pesticides au Sénégal présente de réels dangers pour les
producteurs

Contact

Mariame Sow est la responsable de l'équipe PRONAT
(Protection naturelle des cultures) de Enda Tiers monde.

Enda Tiers monde
BP 3370 Dakar – Sénégal

Tél. 221. 22 55 65 / **Fax** 221. 23 51 57
E mail pronat@enda.sn



PRONAT

(Sénégal)

Protection naturelle des cultures au Sénégal

PRONAT est une équipe constituée d'hommes et de femmes, qui travaillent sur l'agriculture durable. Ce programme est mené au sein de l'ONG ENDA Tiers monde, dont le siège est situé au Sénégal. Il a démarré sur le constat que l'utilisation des pesticides au Sénégal présente de réels dangers pour les producteurs.

Les pesticides : un réel danger



D'une part les producteurs n'ont pas de formation suffisante pour utiliser les pesticides : ils ne pouvaient pas identifier la maladie de la plante, ou son ravageur pour savoir comment le combattre et quel produit utiliser.

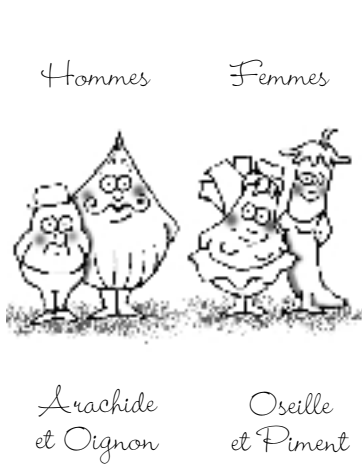
D'autre part les conditions d'utilisation de ces produits sont mauvaises : les paysans n'ont pas d'équipement complet pour utiliser ces produits, ils ne savent pas à quelle heure l'utiliser. Ainsi, en 1996, des jeunes enfants sont morts dans un village du centre du pays. Des associations avaient poussé à faire du maraîchage, qui n'est pas une activité traditionnelle dans ce village. Les producteurs savaient seulement que pour certaines maladies, il faut utiliser les pesticides. N'ayant pas de pulvérisateur, ils ont dilué les pesticides dans un seau d'eau, les enfants y trempaient les branches, avec lesquelles ils tapaient sur les cultures. Cela ne les tuait pas tout de suite, mais cela a déclenché un processus d'empoisonnement et les gosses sont morts l'un après l'autre...

Par ailleurs, le conditionnement et la manière dont ces produits sont conservés à la maison présentent des dangers pour la santé humaine, en dehors des dégâts sur l'environnement. Nous avons trouvé des produits laissés n'importe comment dans un coin de la cuisine, dans un coin de la chambre, à la portée des enfants. Parfois on réutilise les récipients. Au début de 1980, dix neuf personnes ont trouvé la mort car une femme avait acheté de l'huile pour le repas dans un récipient qui contenait du malathion : ceux qui avaient mangé ce plat-là ont trouvé la mort et la femme s'est suicidée. On voit aussi des femmes qui utilisent ce produit pour tuer les poux des enfants.

Enfin, les conditions écologiques du Sénégal ne permettent pas, bien souvent, d'avoir les résultats escomptés.

Tout de suite, nous avons commencé à faire des ateliers de formation, de sensibilisation sur ces dangers ; par la suite on a mené des expérimentations pour voir les alternatives que PRONAT pouvait proposer concrètement sur le terrain. Les hommes qui ne vivent que du maraîchage étaient vraiment réticents, ils disaient que c'était courir des risques, alors qu'ils devaient produire pour toute la famille. Ils ne pouvaient pas rentrer dans cette logique d'utiliser le *neem* (un arbre local, l'*Azadirachta indica*) à la place des pesticides, ou bien d'utiliser du fumier ou du compost au lieu d'engrais.

Des maraîchères expérimentent les alternatives biologiques



Ce sont des groupes de femmes qui ont pris la décision d'expérimenter ces alternatives. Dans le jardin de la femme, tu trouves toute une diversité de cultures. Non seulement la femme diversifie pour vendre, mais elle diversifie aussi pour la consommation locale. Elle met son oseille, un peu de piment... elle fait déjà une association des cultures. Tandis que si tu vas dans le périmètre de l'homme, il n'a que des oignons ou que des arachides ; c'est pour pouvoir vendre et avoir l'argent ; c'est la monoculture. Même pendant les cultures hivernales d'autoconsommation, tu trouves toujours les femmes en train d'associer les cultures : les courges et le niébé, par exemple...

Pour ces groupes de femmes, un autre problème est le problème foncier. Elles ont demandé de la terre, mais les terres appropriées pour le maraîchage, les terres de bas-fonds des zones dépressionnaires, sont des terres qui appartiennent aux hommes. La femme peut cultiver un terrain qui ne lui appartient pas, mais elle ne peut pas le mettre en valeur de manière durable par exemple en plantant des arbres. Or, dans nos pratiques, nous associons l'arbre à l'agriculture, nous conseillons de planter des arbres. Les hommes du village ont affecté aux femmes des terres dénudées, très peu fertiles, où les sols sont sableux et où l'eau est à plus de quinze mètres.

Nous les femmes nous avons commencé à faire une expérimentation, avec beaucoup de difficultés parce que l'eau est déjà très profonde et qu'il a fallu aussi apporter une forte quantité de matière organique pour fertiliser le sol. Mais nous avons tenu bon et nous avons eu des résultats vraiment satisfaisants. Certains hommes ont compris que réelle-

ment, c'est possible de produire sans engrais chimique ni pesticide. Les femmes ont continué avec beaucoup de courage ces initiatives qui rencontrent beaucoup de difficultés.


Les hommes n'avaient pas tout de suite voulu se lancer dans ces expérimentations, mais maintenant, les conditions écologiques de ces bas-fonds les obligent à changer. À force d'utiliser les engrais et les pesticides, il y a une acidification des terres : les hommes ne peuvent plus exploiter les sols de bas-fonds salés et sont obligés, eux aussi, de rejoindre les femmes sur ces sols sableux. Au niveau des cultures, on a constaté une résistance des ravageurs aux pesticides. À force de les utiliser et de les utiliser n'importe comment, il y a une accoutumance et ces pesticides-là ne sont plus utiles pour les cultures. En dehors de cela, il y a aussi la dévaluation de la monnaie, en janvier 1994, qui a fait que les engrais et les pesticides coûtent très cher. Les groupements de maraîchers viennent chez nous à PRONAT et nous disent :

« On sent maintenant qu'on est obligés de voir comment mettre en place ces alternatives ; les conditions nous obligent à changer de pratiques ».

Ces pratiques ce sont la rotation des cultures, la mise en jachère ; l'association des cultures qui a toujours existé ; il y a aussi l'intégration de l'arbre à l'agriculture, et l'association entre l'élevage et l'agriculture. Toute une dynamique locale de recherches sur certaines plantes traditionnelles se met en route.

« Ainsi, si on parvient à respecter toutes ces pratiques écologiques, on peut se prémunir et s'en sortir avec les solutions naturelles et biologiques : le *neem*, l'ail et le piment ».

Les consommateurs avertis

 Nous avons pensé aussi qu'il était utile d'informer les consommateurs des grandes villes sur la qualité des produits qu'ils consomment. Actuellement, en considérant la volonté des femmes qui ont eu des résultats en expérimentant l'agriculture naturelle sans pesticides dans des conditions difficiles et aussi compte tenu de ces groupes de paysans qui tiennent à développer une agriculture sans pesticides, nous voulons sensibiliser les consommateurs et développer des marchés en ville pour commercialiser les produits sans pesticides.



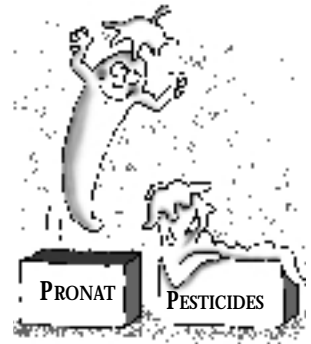
Le neem, l'ail et le piment

D'autre part, les femmes gèrent un programme de puits. Les hommes qui quittent les bas-fonds ont besoin de puits. Grâce à un système de crédit, ces femmes -les femmes qui vendent et les femmes qui produisent- formeront un réseau, un noyau et pourront être en mesure de dire aux hommes qu'il y a aussi d'autres femmes qui se sont organisées pour produire par exemple le *neem* comme insecticide ou qui le vendent. On cherche à renforcer ces femmes et qu'elles puissent se positionner en disant :



« Nous avons un programme de puits. Nous sommes en mesure aussi de te donner des semences, mais à condition que tu suives un peu notre logique et notre logique c'est d'arriver à développer des pratiques qui te permettront de cultiver sans pesticides. Mettre les arbres, utiliser le *neem* ; faire ton compost, et au lieu de vendre ton produit ailleurs, tu le vends au groupe qui s'occupe de la commercialisation de ce produit-là ».

Avec un tel réseau, les femmes auront quand même un peu de poids et les hommes pourront les suivre dans ce processus. De ce fait, les femmes vont développer la promotion d'une agriculture biologique et auront la possibilité de renforcer leurs capacités de pouvoir. Parce que le problème actuel des femmes, ce n'est pas tant un problème de «pouvoir faire » qu'un manque de pouvoir décisionnel. Dans les villages, en ville, si les conditions de vie deviennent difficiles, on constate que l'homme part, sous prétexte de chercher du travail ; mais la femme est toujours là, avec ses stratégies pour faire survivre la famille qui ne peut pas voyager, les femmes, les jeunes et les vieux.



Ce qui nous manque maintenant, c'est arriver vraiment à nous faire reconnaître dans ce travail là, à avoir notre mot à dire et à pouvoir décider. Au niveau des décisions, au niveau des activités dans les fédérations paysannes qui se forment actuellement, et qui toutes sont des fédérations mixtes, on retrouve les hommes. Mais sur le terrain, les activités maraîchères, les caisses d'épargne et de crédit, ce sont les femmes qui les développent. Dans le processus de négociation, ce sont les hommes qui vont négocier ; ce sont eux qui distribuent ; les femmes réalisent des résultats et ce sont les hommes qui en bénéficient, ce n'est pas normal. Il faut trouver des mécanismes, des processus qui permettent aux femmes de sortir de ce système.



Dans les débuts, les femmes étaient mises à l'écart des ateliers d'information ou de sensibilisation sur les pesticides, mais ce sont nous les femmes qui sommes le plus confrontées au problème de ces pesticides. Dans les champs, c'est nous qui les manipulons. En ville, ce sont nous les femmes qui faisons le ménage, qui constations les cafards et qui faisons appel aux vendeurs ambulants de produits pour les tuer. Mais on n'a pas encore identifié une méthode qui permette de dire de manière très compréhensible pour les producteurs ou pour les ménagères qui vont acheter des légumes au marché comment ils peuvent appréhender ou mesurer le degré de danger de ces pesticides.



Nous voulons donner la parole aux agriculteurs et agricultrices qui ont pris la décision de changer de pratiques, qui peuvent témoigner sur ce qui les amène à abandonner ces produits qu'ils ont utilisés pendant des années et des années. En s'appuyant sur des travaux plus scientifiques sur la contamination dans le pays, nous voulons sensibiliser la femme qui prend tous les jours son panier pour faire le marché, et qu'elle puisse, au lieu de choisir les plus beaux légumes gonflés d'engrais, s'orienter vers d'autres marchés pour y prendre quelque chose de plus sain. Nous avons commencé à organiser des rencontres entre des producteurs, deux associations de consommateurs et des femmes commerçantes qui ont eu à vendre ces légumes dans les quartiers et dans les marchés. Au Sénégal, à Dakar surtout, les gens avaient pensé que seuls les expatriés seraient intéressés par les produits biologiques, mais on a constaté le contraire. Une femme qui vendait ses choux sans engrais ni pesticides sur un marché de Dakar a vu revenir la ménagère qui avait acheté chez elle : « où sont tes choux d'hier ? Parce qu'on a constaté qu'ils n'ont pas la même odeur, ni le même goût et


qu'ils se conservent mieux ». Les consommatrices sont conscientes de la qualité de ces produits.




Nous voulons, tout en diffusant des informations scientifiques sur les pesticides, arriver à mener une campagne simultanée en direction des populations : au niveau des pratiques culturelles, que les paysans puissent trouver des méthodes qui leur permettent de produire sans dépendance et que les consommateurs puissent retrouver cette qualité de ces produits (qui existait traditionnellement). Si les marchands de pesticides se retrouvent avec des pesticides périmés, ils vont changer, ils vont chercher autre chose. Les populations pourront mieux attirer l'attention de l'État sur certaines choses et même se retrouver avec des associations qui parlent des pesticides au niveau international.

Les femmes et les hommes en formation




 Lors d'un de nos premiers ateliers, les hommes présentaient leurs pratiques, mais dans une visite de terrain ce sont les femmes que nous avons trouvé sur place en train d'arroser leur jardin. Nous avons alors insisté pour que les femmes présentent elles-mêmes leur travail. Finalement, dans nos ateliers, on veille à ce que les hommes et les femmes soient présents. Nous avons aussi pensé à faire des ateliers rien que pour les femmes pour qu'elles soient en mesure de s'exprimer mais nous pensons que cela va les enfoncer davantage, qu'elles n'iront pas loin, qu'elles se feront piétiner le jour où elles seront obligées de se mettre face à face avec les hommes. Les femmes ont besoin de discuter, elles ont besoin de revendiquer, donc il faut aussi que, dans le processus des activités que nous mettons en oeuvre, nous les mettions en situation de pouvoir discuter, négocier. Il faut toujours qu'elles soient en face des hommes pour parler ensemble. Il faut qu'elles apprennent cela ; elles sont obligées de le faire si elles veulent vraiment se mettre à la place qu'il leur faut.

Une autosuffisance alimentaire de qualité


 Ce que nous proposons actuellement, c'est de pouvoir assurer l'auto-suffisance alimentaire : produire suffisamment pour pouvoir se nourrir, assurer le minimum de conditions au niveau du milieu paysan avec une agriculture qui respecte l'environnement. De l'autre côté, si cette agriculture est saine, le monde des consommateurs bénéficiera aussi de ces produits sains.

La commercialisation des légumes doit se faire en permettant à la population locale de pouvoir acheter ces légumes. Nous ne voulons pas produire des légumes sains pour l'exportation dans les pays du Nord et laisser la population de base consommer n'importe quoi. Nous cherchons d'abord dans un premier temps, à faire manger des produits sans danger. C'est le premier objectif ; mais il vise, en même temps, par ce biais, à rétablir les conditions écologiques : avoir des arbres, avoir suffisamment de fertilité et exploiter progressivement, de manière rationnelle, nos ressources. Ce sont nos objectifs.

☛ Dans la région Est où les gens développent un peu de culture de coton, nous essayons de développer avec eux une petite culture d'exportation de coton organique. Mais là aussi, le coton organique s'insère dans tout un circuit d'autres productions (le mil, le maïs, l'arachide), et dans une dynamique organisationnelle des populations pour se faire entendre dans les instances de décision, avec la décentralisation qui se met en place au Sénégal, et pour refuser certaines pratiques d'exploitation des ressources naturelles, comme l'abattage du bois.

☛ Nous ne nous limitons pas à l'aspect technique, mais cette technique-là ne peut avoir d'efficacité que si on parvient vraiment à mettre en relation tous ces liens d'organisation sociale qui sont indispensables pour valoriser les actions que nous proposons.

☛ Quant aux femmes, elles s'organisent collectivement pour l'obtention des semences mais chacune produit dans sa parcelle comme elle l'entend, selon son calendrier, selon sa disponibilité. Avec l'opération puits, elles ont quelque chose de concret à gérer, qui les renforce. On essaie aussi de favoriser la relation de ces femmes avec des groupes de jeunes en milieu urbain qui produisent du compost en recyclant les déchets. On met donc en contact les organisations paysannes qui produisent, les consommateurs, ces groupes de femmes et les vendeuses. Pour formaliser la commercialisation à Dakar on mettra en place des points de vente et dans nos émissions de diffusion à la radio, on identifiera des points de vente à Dakar. Les producteurs de produits biologiques veulent différencier leurs produits des autres produits. Mais pour l'instant, le seul label c'est la ménagère qui achète et qui constate un goût différent, par l'odeur et la conservation.





LA CONAMUCA appuie l'expérience des femmes paysannes de la République Dominicaine pour une nouvelle relation hommes/femmes et femmes/nature

Contact

Juana Ferrer est la responsable de CONAMUCA
(Confederación Nacional de Mujeres Campesinas)

Av. Independencia 1063 – Zona Universitaria – Santo Domingo
Apartado Postal 905 – 2 FERIA
République Dominicaine

Tél. 001 809 686 7517 / **Fax.** 001 809 686 0075



LA CONAMUCA

(République Dominicaine)

Comment sommes-nous nées ?

La création de la CONAMUCA est le résultat d'un processus de réflexion initié par les femmes paysannes de différentes communautés, d'abord à San Cristobal et ensuite à Bani, en réaction aux activités que les institutions gouvernementales menaient depuis 1975, et qui étaient destinées à améliorer les capacités productives « typiquement féminines » (cuisiner, coudre, nettoyer).

Face à cette situation, des organisations de femmes se sont formées, non pas pour répondre aux problèmes de la vie paysanne et à ceux liés au genre, mais pour se former aux « travaux manuels », les femmes étant considérées comme des êtres passifs. En 1980, elles décident de se lancer dans la lutte et d'inverser ce processus en formant la première Fédération de Femmes Paysannes de Villa Altagracia (avec plus de dix huit associations), pionnière de la CONAMUCA.

Ainsi, en novembre 1986, à l'occasion du premier Congrès des femmes paysannes de la République dominicaine, fut créée la Confédération Nationale des Femmes Paysannes, la CONAMUCA.

Qui sommes-nous et que voulons-nous ?



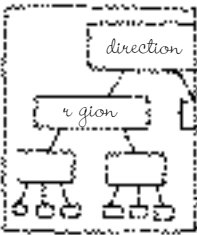
Nous, membres de la CONAMUCA, sommes des femmes paysannes opprimées dans cette société machiste et patriarcale qui nous a reléguées aux tâches ménagères, nous transformant en « objets de soutien » pour les travailleurs agricoles.

Nous, femmes paysannes dominicaines, avons décidé de nous surpasser au niveau individuel : nous avons appris à lire, à écrire, en essayant d'améliorer la confiance en nous. Au niveau collectif nous voulons nous faire reconnaître comme sujets sociaux fondamentaux pour la transformation du pays, en apportant à partir du travail quotidien aux champs, une nouvelle relation hommes/femmes, et femmes/nature.

Nos objectifs sont :

- obtenir la libération de la femme paysanne de l'exploitation et de l'oppression qu'elle subit ;
- diffuser et défendre les droits des femmes ;
- faire prendre conscience aux paysannes de tout le pays de la nécessité d'unir leurs revendications politiques ;
- faire en sorte d'être prises en considération dans la réforme agraire comme personnes ayant le droit de posséder la terre ;
- promouvoir un autre développement rural qui préserve notre habitat, en modifiant les pratiques qui dégradent l'environnement.


Comment sommes-nous organisées ?



Notre organisation est structurée comme suit : les associations de base (de chaque communauté) forment les fédérations municipales qui se regroupent en régionales, qui à leur tour ont leur représentation à la direction générale. Un secrétariat national gère les décisions de l'assemblée générale et de la direction nationale.

Nous voulons souligner le fait que les femmes qui nous représentent à la direction nationale viennent directement des groupes de bases et sont élues lors des congrès nationaux. Actuellement, nous comptons quatre mille deux cent femmes membres réparties en cent-six associations et nous travaillons dans quatre importantes zones agricoles du pays : sud-est, centre-sud, est, et Cibao.

Pourquoi nous préoccupons-nous de l'environnement ?

 Actuellement, le pays perd ses forêts, ses animaux, ses rivières. Le sol, appauvri, ne produit plus autant qu'avant. Et ce sont les paysannes qui perdent le plus avec cette dégradation de l'environnement.

Pourquoi cela se passe-t-il, et que faire face à cela ? Nous, les femmes de la CONAMUCA, en tant que principales intéressées, proposons d'aller au fond du problème. Nous avons donc décidé de faire notre propre « diagnostic communautaire » pour évaluer la qualité de vie des femmes, des communautés et de leur habitat.



Capacités productives typiquement féminines

Le diagnostic sur l'environnement



Une des constatations collectives a été que les espaces où nous vivons privilégient les hommes et que les mauvaises pratiques agricoles ne prennent pas en compte les particularités des femmes (ni celles des enfants). Celles-ci n'ont en général pas accès à la prise de décisions.

De sorte que, lorsque nos bois se dégradent, c'est à nous qu'il incombe d'aller chaque fois plus loin chercher le bois de chauffage ou l'eau (deux à six kilomètres plus loin qu'avant). Lorsque la rivière est polluée, nous sommes les plus exposées, car nous lavons le linge dans cette rivière et nous utilisons cette eau pour la maison.

Le processus de diagnostic, effectué avec l'appui du Centre dominicain d'éducation écologique (CEDECO), a été participatif, parvenant à impliquer (pendant sept mois) la majorité des associations, qui ont même fait des propositions alternatives face aux problèmes identifiés.



L'élaboration du diagnostic

Comment avons-nous procédé

Premièrement, il a fallu désigner une équipe de femmes, les animatrices (une déléguée de chaque fédération), qui avec notre compagnon du CEDECO, ont programmé le processus, d'une durée de cinq mois.

Élaboration de la méthodologie

Les seize animatrices ont travaillé au siège, discutant pendant trois jours sur les concepts de bases pour le travail de terrain, la méthodologie et les plans pour le futur.

Le résultat de cet atelier a permis d'élaborer deux guides pour la collecte de l'information et un guide méthodologique pour le travail d'appui des facilitatrices, destiné à les aider dans leur travail de terrain au sein des communautés.

Avant le travail de terrain, des ateliers ont eu lieu pour tester le guide et s'exercer à son maniement, ainsi que pour l'améliorer.

Le travail de terrain

Première étape : informer et motiver les communautés et les associations quant au travail à réaliser. Pour cela, nous avons eu recours à des méthodes utilisées pour le travail quotidien (visites de maison en maison et réunions des associations).

Ensuite : lors des réunions de chaque association, deux femmes ont été choisies comme déléguées pour réaliser la collecte des informations et leur évaluation.

Sur le terrain : les femmes ont distribué un premier guide de collecte d'informations à des femmes choisies au hasard (par tirage au sort) et ont de la même manière distribué le deuxième guide à des groupes de femmes, afin de discuter de l'état de l'environnement et de quelques éléments de la situation, plus générale, des communautés.

Atelier de discussion de l'information

Des déléguées ont travaillé dans cet atelier. Chacune d'entre nous a apporté ce qu'elle avait collecté. Nous avons instauré un dialogue, avons discuté au sein des communautés et comparé les informations, qui ont été triées et enregistrées.

Nous avons pu ainsi faire ressortir quelques tendances de notre diagnostic

et proposer des solutions aux problèmes détectés dans les communautés.

Rencontre des facilitatrices

Cette rencontre a été le cadre de discussions durant lesquelles les renseignements furent vérifiés et corrigés. En dernier lieu, nous sommes passées à l'élaboration de propositions, l'étude de leur faisabilité et la recherche d'alternatives.

La direction nationale

C'est à ce niveau que s'élaboreront les politiques à suivre dans les différentes régions et la procédure pour faciliter la discussion avec d'autres institutions.

La présentation à la communauté

Elle doit se faire de manière créative et en utilisant les richesses artistiques de la zone.

Chaque association décidera quand, où, comment, et avec qui.

Comment agissons-nous ?



À partir du résultat du diagnostic environnemental, nous mettons en œuvre plusieurs projets, surtout de santé, afin d'apporter des solutions concrètes. Ce diagnostic environnemental nous sert d'outil pour discuter avec les organisations gouvernementales sur la situation de notre écosystème (en constante dégradation) et de l'habitat, et pour exiger qu'elles prennent des mesures concrètes.

Dans les communautés, nous avons des promotrices de suivi de l'allaitement maternel, d'hygiène de base et de prévention des maladies.

Reconnaissant la sagesse de la tradition, nous bénéficions d'une clinique spécialisée en médecine par les plantes, avec l'appui d'une ONG belge.

Nous menons une lutte constante pour la prise en compte de la femme dans la loi de réforme agraire, pour qu'elle soit reconnue et qu'elle ait accès au crédit et à une assistance rurale. Jusqu'à présent, seuls les hommes y ont droit.

Nous appuyons des initiatives d'où qu'elles viennent (comme celle de Villa Altagracia de création de potagers communautaires).

Nous favorisons aussi l'autogestion avec les projets économiques générateurs de revenus, dirigées par les femmes de la Confédération, en veillant à ce qu'ils apportent des solutions et non pas des problèmes supplémentaires.

Nous travaillons en coordination avec d'autres organisations comme le Mouvement paysan indépendant qui compte surtout des hommes ; nous sommes partie prenante de la Coordination des ONG de promotion féminine, et nous représentons le Réseau latino-américain des travailleuses rurales, dont la devise est « **Cultiver l'égalité aux champs** ». Nous sommes également en contact avec plusieurs organisations européennes qui s'intéressent comme nous au développement durable.



*Clinique spécialisée
en médecine par les plantes*

Participation économique des femmes dans la vie paysanne



L'occupation la plus courante pour les femmes est de soigner les animaux, ce qui signifie les mener d'un endroit à un autre, leur donner à manger et à boire, les laver, etc. La recherche de la nourriture et de l'eau impose de négocier avec le voisin pour conduire les animaux à leur parcelle, ou simplement pour surveiller leur bonne croissance pour pouvoir les manger ou les vendre.

Le problème est que souvent, ces animaux sont notre propriété, mais le bénéfice va, dans le meilleur des cas, être utilisé pour l'alimentation de la famille. Hélas, très fréquemment, ce sont nos maris qui en disposent.

Nous jouons également un rôle d'aide pour nos maris dans les travaux agricoles. Il faut cependant savoir qu'en l'absence de réforme agraire, le seul moyen pour nous, femmes, d'accéder à la terre est d'être mariées. Autrement dit, ce sont les hommes qui sont, seuls, propriétaires ; les femmes n'ont aucun droit sur la terre qu'elles cultivent. Pourtant, la détérioration de l'écosystème nous affecte de façon très singulière.



Par contre, celles d'entre nous qui ont une activité économique, comme la vente de pain, de billets de loterie, la fabrication de sucreries et de glaces, apportent trente pour cent des revenus économiques du ménage, lesquels, dans septante pour cent des cas, ne dépassent pas deux mille pesos par an (six mille francs belges). Dans la zone de Monte Plata et Hato Damas, nous vendons notre force de travail dans les agro-industries ou nous nous déplaçons vers les centres urbains, où nous vendons nos produits agricoles aux coins des rues. Cette nouvelle insertion dans le marché du travail nous donne une responsabilité supplémentaire, sans pour autant que cela soit mieux considéré par les hommes, et alors que nous effectuons une double journée de travail. Souvent, la migration se fait en famille et nous nous rendons compte que la détérioration de notre qualité de vie est la cause du phénomène de dégradation de l'environnement naturel, de disparition de végétation, de contamination de l'eau, de dégradation des infrastructures, de détérioration des routes, des chemins et de la maison, et de la difficulté à les entretenir.

Quant à la procréation, chez nous, les femmes se marient entre treize et seize ans ; avant vingt ans, nous avons au moins trois enfants ; en moyenne nous avons sept enfants ; et à quarante ans, nous avons au moins trois petits-enfants.

Les jardins potagers communautaires de Villa Altagracia

En tant que fédération nous appuyons les initiatives de nos compagnes, comme par exemple celle des potagers communautaires de La Lomita, à Villa Altagracia. Avec le conseil d'une institution étatique, des femmes de cette communauté se sont proposées de créer un potager où l'on produirait des variétés peu cultivées. Au début, elles ont eu plusieurs difficultés avec l'emploi des semences ; il y avait également un manque d'expérience dans l'entretien des cultures. Lors de la deuxième récolte, la production a été meilleure et c'est partir de là que les autres membres de la communauté se sont intéressés à y participer plus.

Chaque femme, ou plutôt chaque famille, se charge d'un petit lopin, mais tous s'entraident pour l'ensemble du potager. En réalité, il y a deux petites parcelles dans le village et ça marche. En plus, il y a un peu de concurrence pour voir quel lopin produit le plus et cela génère davantage d'intérêt et de stimulation de chacun.

Mais ce n'est pas la seule expérience. Dans d'autres communautés, des expériences comme celles-ci sont également menées. Les femmes désirent réaliser des essais avec d'autres semences et en expérimentant de nouvelles techniques. Elles sont très contentes parce que ce sont les enfants et les maris qui les accompagnent dans cette nouvelle aventure.

Difficultés et luttes



Lorsque nous avons commencé à nous organiser, notre principale difficulté résidait dans le fait que les femmes paysannes (qui aujourd'hui font partie de la CONAMUCA) ne parvenaient pas à voir clairement si s'organiser était **un droit ou un obstacle**. Dès lors, nous croyons que notre plus grande réussite est d'être restées **unies** jusqu'aujourd'hui.

L'émigration



Les contraintes économiques génèrent une situation d'instabilité qui rend difficile la continuation du travail. Dans certaines communautés, l'organisation a cessé de fonctionner parce que beaucoup de femmes doivent quitter la campagne pour travailler comme vendeuses, émigrer vers des zones franches pour travailler dans l'industrie textile, ou partir à la capitale (Santo Domingo) pour effectuer des travaux domestiques. Certaines émigrent vers l'étranger pour exercer la prostitution, ou travailler comme femmes d'ouvrage.

Résultat du diagnostic de l'environnement communautaire paysan

LES PROBLÈMES RENCONTRÉS

LES SOLUTIONS PROPOSÉES

A - Communautaires



1 · Santé

Il manque des infrastructures de santé dans quelques communautés. Il n'y a pas de personnel médical.

- Gérer avec le ministère de la Santé Publique la construction de cliniques là où il y en a besoin.
- Former des médecins.
- Former les guérisseurs et les sages-femmes pour qu'ils offrent de meilleurs services.
- Promouvoir l'usage des plantes médicinales.



2 · Enseignement

Nous avons besoin d'améliorer les infrastructures des centres scolaires.

- Gérer avec le ministère de l'Education l'amélioration des infrastructures scolaires.
- Améliorer les conditions par des initiatives propres.
- Alphabétiser les femmes de la communauté.
- Créer des garderies et des écoles maternelles là où il n'y en a pas.



3 · Électricité

Beaucoup de communautés ne possèdent pas d'électricité.

- Rechercher des sources d'énergie alternative, telles que l'énergie solaire.



4 · Eau

Nous devons nous contenter des sources d'eau disponibles.

- Construire de petits aqueducs pour l'approvisionnement en eau et installer des pompes à eau.
- Éduquer pour améliorer l'utilisation de l'eau stockée.

LES PROBLÈMES RENCONTRÉSLES SOLUTIONS PROPOSÉES**A - Communautaires****5 · Chemins et routes**

Les chemins doivent être améliorés pour un transport plus facile des produits.

- Gérer la réfection des routes avec le Secrétariat des Travaux Publics.

**6 · Hygiène**

Dans certaines zones de la communauté, il n'y a pas d'installations sanitaires.

- Construire des installations sanitaires dans les communautés qui en ont besoin.

B - Environnement**1 · Perte des bois et de la végétation naturelle**

A cause de la déforestation et de l'injuste distribution de la terre.

- Faire participer les communautés au reboisement.
- Reproduire des espèces locales en pépinières.
- Utiliser les différentes vallées de façon optimale afin de les conserver et de mieux en tirer profit.

**2 · Disparition****et pollution des rivières**

A cause de la déforestation et du déversement de déchets agro-industriels.

- Exiger des élevages agro-industriels qu'ils cessent de déverser leurs déchets dans les rivières.
- Constituer une équipe qui surveille les activités de ces industries.

**3 · Accès à la terre**

La femme n'est prise en compte pour la répartition de la terre que si elle est mariée.

- Exiger de la part de l'Institut Agraire dominicain l'arrêt de cette disposition.

Un processus d'autonomie

☛ Une autre entrave, que nous sommes en train de surmonter grâce à notre travail, est la difficulté à nous faire reconnaître comme chefs de famille, non seulement parce que l'homme est absent, mais parce que nous avons de plus grandes responsabilités au foyer, avec les enfants et dans les champs. Symboliquement, nous nous considérons comme garantes de l'unité de la famille et dès lors nous devons supporter la violence de nos maris comme un fait établi. De même certains nous voient comme des « machines préservatrices naturelles de l'homme ». La CONAMUCA combat cette situation.

☛ Nous voulons également signaler que, depuis peu, nous avons commencé un nouveau processus d'autonomie. Dans les années quatre vingt, nous n'osions pas entamer le dialogue avec le gouvernement ou d'autres institutions, car cela nous paraissait incorrect, ou déplacé de la part d'un groupe de femmes. Mais c'était une autre époque, lorsque les mouvements sociaux n'étaient pas aussi révolutionnaires. Les protestations restaient alors très générales, et ne reflétaient pas les besoins de chaque classe sociale, encore moins les nôtres comme femmes et paysannes. Malgré les changements idéologiques au niveau mondial et les problèmes de représentation politique des partis, ce n'est que depuis quelques années que la CONAMUCA a décidé de participer directement, sans intermédiaire, à la vie politique et sociale du pays.

Cette espèce de rupture ne fut pas très bien acceptée par certaines organisations, alors que finalement, l'autonomie de notre organisation est aussi celle des femmes qui la composent.

Nous sommes très optimistes sur le futur de la confédération. Nous connaissons nos faiblesses mais nous sommes aussi conscientes de nos capacités et de nos aspirations. Nous voulons, avec nos hommes, créer un autre type de développement, un développement alternatif qui viserait non seulement l'amélioration économique, mais aussi le respect de notre amie la terre.





ASTER

(France)

Actrices Sociales des Territoires Européens Ruraux



Menacé dans son développement, le milieu rural a besoin d'acteurs et d'actrices capables de conduire des projets à l'échelle d'un territoire, mais aussi de susciter et de gérer le maillage de réseaux.

Stimulées par des parcours individuels et collectifs, des femmes ont pris des initiatives et mené de nombreuses actions dans différents pays européens, favorisant ainsi leur promotion et celle de leur milieu.

Témoignant de leur capacité à être « opératrices » du développement local, ces actions doivent être connues et reconnues.

Le réseau ASTER se propose d'être un lieu de rencontre et d'échange de compétences, de savoir faire et de pratiques.

Il souhaite développer la connaissances des spécificités de chaque pays, en privilégiant l'étude des réalités locales de chacun, dans son contexte économique, social, culturel, politique et environnemental.

Nous voulons particulièrement :

- ☛ affirmer le rôle des femmes en tant qu'opératrices du développement local dans un contexte difficile qui tend à les marginaliser et les exclure (chômage, situations précaires...);
- ☛ faciliter les échanges entre structures et faire circuler l'information en étant partenaire de réseaux locaux, nationaux et internationaux.

Contact

Marie-Lise Semblat

ASTER

Rue d'Isle 107 – 02100 St-Quentin – France

Tél. 33. 3. 23 67 07 54 / Fax 33. 3. 23 64 79 54

UPAF (Belgique)

Unions Professionnelles Agricoles Féminines



« En 1968, même dans les coins les plus reculés de nos campagnes, nous avons toutes été éclaboussées par le féminisme ». C'est à cette date que naissent les sections féminines du mouvement syndical Agriculture-Wallonie.

Les principaux chevaux de bataille des UPAF sont

- ☛ l'amélioration de la formation des agricultrices ;
- ☛ la reconnaissance du travail souvent méconnu de celles-ci ;
- ☛ l'implication croissante des femmes dans la défense de leur profession.

Ces différents combats se tiennent : renforcer la formation des femmes en agriculture et leur donner enfin un statut à la hauteur des tâches qu'elles accomplissent dans les exploitations devraient leur permettre de leur donner davantage confiance en elles, de leur donner envie d'entreprendre et de s'impliquer. L'agriculture doit être considérée comme un secteur économique à part entière porteur d'emploi. Cela passe par les femmes. En Belgique, elles sont présentes dans quatre vingt deux pour cent des exploitations. Mais les agricultrices sont en général les conjointes aidantes de leur époux exploitant ; elles sont donc considérées comme des femmes au foyer, alors qu'elles exercent un travail professionnel. Nous souhaitons qu'elles puissent être reconnues comme des agricultrices à part entière.

Contact

Anne Petrez

UPAF

Chaussée de Namur 47 – B 5300 Gembloux – Belgique

Tél. 32. 81. 60 00 60 / Fax. 32. 81. 60 04 46

Appel à contribution

Dans les prochains numéros, nous avons l'intention de traiter les thèmes suivants :

- femmes en migrations,
- les organisations d'appui aux femmes,
- les femmes en tant que mères,
- la citoyenneté,
- la production artistique,

...

Recueil de récits

Nous désirons diffuser des récits issus des trois continents (Europe, Amérique latine, Afrique) qui pourront ainsi être mis en parallèle ou en perspective.

Voici quelques propositions pour recueillir un récit auprès d'un groupe pour le projet Raconter et Écrire.

- Qui compose le groupe, qu'est-ce qui fait son identité ? Que faites-vous ensemble ?
- Quelle est l'histoire du groupe : quand et comment s'est-il constitué ? Dans quel contexte (politique, économique, ...) votre groupe est-il né ?
- Quelle est la participation au sein de votre groupe ? comment fonctionne-t-il ?
- Description du combat mené : autour de quoi votre groupe s'organise-t-il, comment faites-vous ? Quels rapports a votre groupe avec d'autres groupes au niveau local, national voire international ?

Quelle est la vision des relations entre le Nord et le Sud ?

- Quel changement social souhaitez-vous obtenir ? Quel est votre projet ? Quels pouvoirs ? Quelle démocratie participative (quelle citoyenneté) ?
- Comment votre action collective modifie-t-elle les rapports entre hommes et femmes vers plus d'égalité ?

• Effets et conséquences de l'organisation et de l'action du groupe : effets pour votre groupe lui-même, effets pour chacune de ses membres, effets sur le contexte ?

• Comment voyez-vous l'avenir : pour votre combat, pour votre groupe ?

Des idées ? Des commentaires ? Un récit à transmettre ?

Vous pouvez l'adresser par écrit, en espagnol ou en français, à Hélène Ryckmans. Les textes comporteront environ cinq pages et seront transmis, si possible, sur support informatique avec un logo, les coordonnées du groupe et des photos si vous en avez.

© Le Monde selon les femmes

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditrice.

« Parce qu'on nous condamne
au silence, je crie l et ici »

Luz Garcia Ocampo

Palabras/Palabres est édité avec l'aide et le soutien de :

- la Commission des Communautés Européennes
- Direction générale du développement,
- le ministère de la Communauté française de Belgique
- Service de l'égalité des chances,
- le CNCD - Centre national de coopération au
développement,
- le fonds « 1% ONG » d'écolo.

Le Monde selon les femmes

Quai du commerce 9B
B - 1000 Bruxelles Belgique

Tél. 32. 2. 250 12 62 / Fax 32. 2. 250 12 63

Pour vous abonner à Palabras, envoyez-nous vos coordonnées : chaque numéro paru vous sera envoyé avec une formule de virement

Compte bancaire du projet n°001-2976522-56
Compte bancaire de l'asbl n°001-1649033-12

D / 1997 / 792603 - ISSN 1372 - 5998